

Citation : *M. A. c. Commission de l'assurance-emploi du Canada*, 2015 TSSDA 250

Appel No. AD-14-261

ENTRE :

M. A.

Demanderesse

et

Commission de l'assurance-emploi du Canada

Défenderesse

DÉCISION DU TRIBUNAL DE LA SÉCURITÉ SOCIALE
Division d'appel – Demande de permission d'en appeler

MEMBRE DU TRIBUNAL DE LA SÉCURITÉ
SOCIALE :

Pierre Lafontaine

DATE DE LA DÉCISION :

24 février 2015

DÉCISION

[1] Le Tribunal refuse la permission d'interjeter appel devant la division d'appel du Tribunal de la sécurité sociale.

INTRODUCTION

[2] En date du 9 avril 2013, un conseil arbitral a conclu que :

- Le demandeur n'avait pas accumulé le nombre d'heures d'emploi assurable requis aux termes des articles 7 de la *Loi sur l'assurance-emploi* (la « Loi »).

[3] Le demandeur a déposé une demande de permission d'en appeler devant la division d'appel en date du 25 avril 2013.

QUESTION EN LITIGE

[4] Le Tribunal doit décider si l'appel a une chance raisonnable de succès.

LA LOI

[5] Tel qu'il est stipulé aux paragraphes 56(1) et 58(3) de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social*, « il ne peut être interjeté d'appel à la division d'appel sans permission » et la division d'appel « accorde ou refuse cette permission ».

[6] Le paragraphe 58(2) de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social* stipule que « la division d'appel rejette la demande de permission d'en appeler si elle est convaincue que l'appel n'a aucune chance raisonnable de succès. »

ANALYSE

[7] Conformément au paragraphe 58(1) de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social*, les seuls moyens d'appel sont les suivants :

- a) le conseil arbitral n'a pas observé un principe de justice naturelle ou a autrement excédé ou refusé d'exercer sa compétence;

- b) le conseil arbitral a rendu une décision ou une ordonnance entachée d'une erreur de droit, que l'erreur ressorte ou non à la lecture du dossier;
- c) le conseil arbitral a fondé sa décision ou son ordonnance sur une conclusion de fait erronée, tirée de façon abusive ou arbitraire ou sans tenir compte des éléments portés à sa connaissance.

[8] La demande de permission d'en appeler est une étape préliminaire à une audition au fond de l'affaire. C'est un premier obstacle que le demandeur doit franchir, mais celui-ci est inférieur à celui auquel il devra faire face à l'audition de l'appel sur le fond. À l'étape de la demande de permission d'en appeler, le demandeur n'a pas à prouver sa thèse.

[9] La permission d'en appeler sera en effet accordée par le Tribunal si le demandeur démontre qu'un seul des moyens d'appel ci-dessus mentionnés a une chance raisonnable de succès.

[10] Pour ce faire, le Tribunal doit être en mesure de déterminer, conformément à l'article 58(1) de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement Social*, s'il existe une question de droit ou de fait ou de compétence dont la réponse pourrait mener à l'annulation de la décision attaquée.

[11] Considérant ce qui précède, est-ce que l'appel du demandeur a une chance raisonnable de succès?

[12] Le demandeur, dans sa demande de permission d'en appeler, se contente essentiellement de répéter ce qui a déjà été présenté devant le conseil arbitral.

[13] Les membres du Conseil arbitral devaient se prononcer sur le nombre d'heures assurables travaillées par le demandeur durant sa période de référence qui est du 4 décembre 2011 au 1er décembre 2012.

[14] En vertu du paragraphe 7 de la *Loi*, le demandeur devait avoir 1190 heures pour se qualifier aux prestations d'assurance-emploi et avec tous les documents au dossier, les

membres du Conseil n'ont pu que constater que le nombre d'heures assurables travaillées était de 488 heures.

[15] Le demandeur soutient que le conseil arbitral a erré lorsqu'il a refusé de tenir compte du jugement de la Commission des Normes du Travail rendu en sa faveur pour perte de salaire. Or, ce jugement a été prononcé pour des heures travaillées en 2010, soit antérieurement à sa période de référence.

[16] Le Tribunal constate que le demandeur ne soulève aucune question de droit ou de fait ou de compétence dont la réponse pourrait mener à l'annulation de la décision attaquée.

[17] Le Tribunal n'a d'autres choix que de conclure que l'appel n'a aucune chance raisonnable de succès.

CONCLUSION

[18] La permission d'en appeler est refusée.

Pierre Lafontaine

Membre de la division d'appel